

CONFINER L'EUROPE,  
UN JEU INFINI<sup>1</sup>

AU COURS DE LA PÉRIODE RÉCENTE une véritable industrie de 131  
déconstruction des mythes nationaux s'est développée à partir  
de quelques ouvrages fondateurs. Même les lecteurs n'ayant aucun inté-  
rêt pour l'histoire connaissent désormais les données essentielles de  
tout manuel traitant de « l'invention de la nation » : les kilts que les  
Écossais ne commencèrent tous à porter qu'après avoir lu Walter Scott,  
les paysans de l'Hexagone contraints d'apprendre le français à la fin du  
XIX<sup>e</sup> siècle et la fameuse idée « romantique » allemande de la nation qui  
s'est étendue à l'Est mais a aussi inspiré l'Ouest dans une période aussi  
récente que celle des films de Leni Riefensthal, eux-mêmes constam-  
ment revisités ces dernières années<sup>2</sup>. La chute du communisme a relancé  
l'invention nationale, mais cette fois-ci les « déconstructivistes » tra-  
vaillent en parallèle avec les nationalistes dans une cohabitation histo-  
rique sans précédent. À bord des avions d'Air Croatie, les voyageurs se  
voient offrir un biscuit très dur et immangeable enveloppé dans une  
brève histoire de la Croatie, présentée comme un État-nation qui exis-  
terait depuis l'an mil et aurait fait partie légitimement de l'Europe  
depuis cette date.

Alors que la tendance à la déconstruction de la nation a pris des  
formes parfois héroïques et même ridicules, une tendance inverse s'est

---

1. Traduit de l'anglais par Isabelle Richet.

2. Pour les ouvrages fondateurs de ces débats, cf. Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflection in the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991 ; Eric Hobsbawm, « Mass Producing Traditions, Europe », in Eric Hobsbawm et Ranger Terence, *The Invention of Traditions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, Stanford University Press, 1976.

développée à propos de l'Europe sans susciter beaucoup d'opposition. Une industrie de constructivisme européen, où le nombre compense l'absence de noms reconnus, cherche à persuader à la fois les élites et les masses que l'unité et l'« identité » de l'Europe ne résultent pas des intérêts économiques très pragmatiques de quelques nations occidentales depuis la Seconde Guerre mondiale, mais d'une grande idée culturelle poursuivie de façon plus ou moins systématique au cours des siècles par des intellectuels et personnalités politiques. La carte qui présente la frontière orientale de l'Europe citée par Samuel Huntington dans son livre sur le choc des civilisations n'est qu'un exemple anecdotique d'une telle lecture trompeuse de l'histoire européenne. La « frontière orientale du catholicisme européen » qu'il mentionne n'a pratiquement jamais existé dans la mesure où des pays catholiques se sont alliés avec les Turcs contre leurs coreligionnaires. De la même façon, l'idée que l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest font partie d'une même unité n'a pas de fondement historique sérieux. Le pape Pie II se plaignait dans ses mémoires que les Allemands refusaient de payer pour aider la résistance hongroise contre les Turcs, arguant qu'ils n'avaient pas à payer pour la frontière hongroise. De même, les chevaux de bronze de la basilique Saint-Marc à Venise, et les riches façades des nombreux palais le long du Grand Canal marquent le souvenir du sac de Constantinople au cours de la quatrième croisade des Occidentaux. Bref, si on s'attachait à analyser le contenu du nouveau constructivisme européen, la plupart des axiomes sur lesquels il s'appuie seraient relégués au rang de mythes, que ce soit celui de l'existence d'une seule Europe occidentale (ignorant les amers conflits nationaux et religieux) ou celui de l'unité chrétienne contre les Turcs ou celui du slogan sur l'unité de l'Est et de l'Ouest. L'auteur se livrant à une telle analyse pourrait se voir taxer d'euroscpticisme, mais une telle attaque serait sans fondement. Afin de supplanter l'État-nation, l'Europe n'a pas besoin d'emprunter son mode de construction mythique. Le mérite du processus exceptionnel de construction de l'Europe vient précisément du fait qu'il repose sur l'absence de toute tendance historique cohérente ou d'homogénéité culturelle. L'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est pas le successeur de l'Empire romain ou du royaume de Pierre, et M. Romano Prodi n'est pas le descendant du pape Boniface VIII. L'Europe est une construction rationnelle, à la fois soudée et menacée par les intérêts nationaux.

Cependant, les mythes sont puissants et fournissent la substance de toute bonne propagande. L'invention de l'Europe sert toutes les parties

du fait de sa remarquable versatilité : elle peut servir à convaincre les dirigeants et les électeurs que le projet est porté par une certaine inévitabilité historique de telle sorte qu'ils n'aient pas à utiliser leur propre jugement critique mais acceptent simplement le projet tel quel ; à expliquer que les frontières de l'Europe « historique » et celles de l'Europe contemporaine devraient coïncider, lançant ainsi les bases d'un nouveau nationalisme « européen » ; et, tout à fait à l'opposé – dans la mesure où il n'existe pas un ensemble unique de frontières « historiques » –, à invoquer différents ensembles de frontières pour justifier l'extension de l'Europe à un pays ou à un autre. Le contribuable allemand semble avoir conservé le même scepticisme qu'au temps de Pie II à propos de la redistribution de ses revenus aux nouveaux pays qui revendiquent une identité commune – mais comme l'Europe, qui est une construction rationnelle, est de moins en moins confiée aux électeurs, un tel scepticisme est de peu d'importance. Cependant, les mythes n'existent pas seulement pour être utilisés. Ils créent aussi leurs propres partisans qui, sans profit apparent pour eux-mêmes, deviennent leurs plus loyaux et inlassables défenseurs. Les ignorer pourrait entraîner un coût politique, il est donc plus simple de les soutenir du bout des lèvres. Le débat à propos des limites de l'Europe se perd dans le maquis de telles confusions. Afin de retrouver son chemin, il est nécessaire de partir de quelques données préliminaires de base. Il faut commencer par rappeler que l'Europe est une construction fondée sur l'intérêt, et non sur l'identité, motivée par des facteurs historiques très spécifiques et tous contemporains de sa création, tels que l'existence d'un concurrent majeur (l'Union soviétique), celle d'un policier extérieur (les États-Unis), et la convergence d'intérêts entre quelques pays faisant de leur marché commun limité un atout pour tous afin d'améliorer leur compétitivité par rapport au reste du monde. Certaines de ces conditions ont changé depuis : il est néanmoins utile de les rappeler lorsque l'on tente de déterminer quelles devraient être les frontières de l'Europe.

133

#### IDENTITÉ FLOUE, INSTRUMENTALISATION FORTE : LE PARADOXE DE LA FRONTIÈRE EUROPÉENNE

Les frontières de l'Europe unie sont exceptionnelles d'un double point de vue. Tout d'abord, comme elles ne se sont pas développées de façon organique, elles ne sont pas devenues ces frontières presque naturelles de communication sociale, entourant des populations assimilées dans

une même culture, décrites par Deutsch<sup>3</sup> dans son modèle de construction nationale. Au contraire, elles incluent différentes nations, différents peuples ou groupes à des étapes et des niveaux divers de mobilisation nationale, et excluent d'autres peuples, nations ou groupes qui ne demandent qu'à être assimilés. En moyenne, les pays post-communistes d'Europe de l'Est – ceux qui ne sont pas encore totalement inclus – sont plus convaincus de leur « identité européenne » que les pays d'Europe occidentale (66 % contre 54 %)⁴. Évidemment, cela reflète probablement leur fort désir de cesser de vivre dans la mauvaise partie de l'Europe, où ils avaient été confinés par le système communiste dominé par l'Union soviétique. Mais cela indique aussi clairement que, quelles que soient ses significations, la frontière orientale de l'Europe n'est pas une ligne de démarcation entre deux identités puisque l'identité européenne est plus faible à l'Ouest qu'à l'Est.

134

Le mouvement de la périphérie vers le centre est clair, les marges poussent vers l'intérieur ; le mouvement du centre est de plus en plus anarchique, des régions et des minorités poussant dans toutes les directions. Pour compliquer encore plus les choses, ceux de l'intérieur cherchent l'inspiration auprès de ceux de la frontière. Dans un appel passionné à l'autodétermination, un dirigeant du parti national écossais évoquait, en 1992, l'exemple des « nations récemment libérées de l'Europe centrale et orientale – dont beaucoup sont plus petites et plus pauvres que l'Écosse », qui « font la queue pour entrer dans la communauté européenne... Aucune ne se contenterait d'un statut régional de seconde classe. Toutes insistent pour devenir des États membres indépendants de plein droit »⁵. Le premier paradoxe de la frontière européenne est donc que les identités au centre sont parfois aussi instables que celles de la périphérie.

Le second paradoxe est lié au premier. La frontière européenne est devenue de plus en plus une frontière séparant ce que les psychologues sociaux appellent le groupe initié du groupe exclu. Ceux qui se trouvent à l'intérieur des frontières bénéficient de la redistribution ; ceux qui ont un passeport différent sont en dehors, indépendamment de leur iden-

3. Karl W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication: An Inquiry Into the Foundations of Nationality*, 2<sup>e</sup> éd., Cambridge, MIT Press, 1966.

4. Enquête sur l'identité nationale, International Social Science Program (ISSP), Michigan University, 1995.

5. Alex Salmond, député, dirigeant du parti national écossais, cité par Peter Lynch, *Minority Nationalism and European Integration*, Cardiff, University of Wales Press, 1996, p. 1.

tité, de leur culture, ou de tout autre critère difficile à cerner. Le caractère très vague de la désignation de ces groupes s'accorde assez bien au caractère flou de l'appartenance à l'Europe. D'après le psychologue Gordon Allport, la meilleure définition serait de dire « que les membres du groupe initié utilisent tous le terme "nous" dans un sens essentiellement similaire<sup>6</sup> ». Favoriser le groupe initié et discriminer le groupe exclu est une tendance humaine élémentaire. Elle n'implique pas de mesquinerie particulière, c'est simplement l'instinct naturel d'animaux qui nourrissent leurs petits et repoussent ceux des autres.

Qui fait partie du groupe initié européen ? Le musulman né en Asie avec un passeport britannique, le bébé né de parents africains sur le sol européen, le Chinois de Hong Kong qui achète un restaurant en Suède, mais pas le Croate de Ragusa-Dubrovnik, le Lituanien de Königsberg-Kaliningrad ou le Roumain de Kronstadt-Brasov. Les immigrants kurdes qui traversent les Alpes à pied, les Albanais qui arrivent en Italie à bord de leur bateau de pêche et les Roms qui sortent de containers de navires sont poussés par la conscience que les droits sociaux dépendent de la *présence* physique à l'intérieur des bonnes frontières territoriales. Ils tiennent à intégrer ce groupe initié à l'identité floue, à s'installer dans les grandes villes européennes, souvent en organisant la vie dans leurs quartiers selon des coutumes traditionnelles qui n'ont rien d'européen. Ils ont appris que l'Europe est une question d'avoir, pas d'être. La frontière qu'ils traversent, souvent illégalement, est perçue simplement comme une frontière entre les nantis et les pauvres et sauter d'une catégorie à l'autre, du groupe exclu au groupe initié, est considéré comme un acte absolument pragmatique, et non comme une expérience spirituelle similaire à une conversion. Pour presque tout le monde à l'exception des néo-populistes, la frontière de l'Europe semble bien avoir perdu une grande partie de sa signification *symbolique*, devenant une institution purement instrumentale, servant à maintenir dans des limites raisonnables la prospérité et la sécurité du groupe initié contre le groupe exclu.

L'élargissement de l'Union européenne à l'Est visait précisément à traiter ces deux paradoxes. Le paradoxe identitaire d'abord, car les nouveaux venus faisaient partie de l'histoire européenne depuis des siècles, et leur refuser ce qui était accordé aux immigrants des anciennes colonies du Tiers Monde semblait injustifié ; le paradoxe pragmatique

---

6. Gordon Allport, *The Nature of Prejudice*, New York, Doubleday, Anchor Book, 1954, p. 31.

ensuite, car en fin de compte il s'avéra moins coûteux et plus facilement gérable d'étendre le groupe initié à tout un ensemble de nations plutôt que de traiter avec des immigrants individuels de ces pays. Les nouveaux venus étaient désireux d'adopter les normes et réglementations et assumèrent même la défense de la nouvelle frontière ainsi créée contre les exclus qui restaient dans le désert. Un cordon sanitaire a ainsi été créé avec la première vague d'élargissement à l'Est, de telle sorte que les pays de la « vieille » Europe sont maintenant entourés par les nouveaux membres, et c'est désormais la « nouvelle » Europe qui est directement confrontée au « désert des Tartares », les territoires de l'Est et du Sud d'où, historiquement, toutes les grandes invasions barbares de l'Europe sont venues.

136 L'intégration de dix nouveaux pays, et en particulier de huit anciens pays communistes, représente une décision historique majeure qui a été à juste titre saluée comme telle. Mais comme on a pu le constater assez vite en 2003, par exemple avec la division entre la « nouvelle » et la « vieille » Europe au sujet de la guerre américaine en Irak, l'assassinat du Premier ministre serbe Zoran Djindjic, ou le renouveau du malaise à propos de la Turquie, la première vague d'élargissement à l'Est est loin d'avoir résolu le problème des frontières de l'Europe. Il reste encore de nombreux défis à affronter.

## LE DÉFI GÉOGRAPHIQUE

Quelle est la limite géographique de l'Europe et la géographie est-elle vraiment pertinente dans ce débat ? La vieille définition de l'Atlantique à l'Oural n'a de sens que pour les géographes. La situer autour de la Méditerranée plutôt que sur un axe Ouest-Est n'a plus le sens économique que cela avait pour les siècles couverts par l'étude de Fernand Braudel. Du fait de son histoire coloniale d'abord, puis de la globalisation, l'Europe touche actuellement un univers économique beaucoup plus vaste. Maintenant que les frontières de la Guerre froide aussi sont tombées, le problème de tracer la limite territoriale de cette communauté de redistribution, qui accueille déjà assez généreusement différentes races, ethnies et religions, devient plus aigu que jamais. Le grand élargissement a suivi nominalement les frontières médiévales orientales des royaumes catholiques de Pologne et de Hongrie et les marches d'Autriche et des chevaliers teutoniques. Mais il s'agit là d'une limite très approximative, dans la mesure où les deux guerres mondiales ont modifié les frontières de ces formations étatiques historiques. Même les

populations ont été échangées, produisant des effets irréversibles. La nouvelle frontière de Schengen à l'Est a en fait été tracée par Joseph Staline pour assurer la sécurité de l'Union soviétique. Le reste est le fruit du hasard, comme ce bataillon soviétique avançant trop loin par erreur dans le comté de Hertza lors de l'occupation de la Boukovine à la suite du pacte germano-soviétique, puis refusant de se retirer pour ne pas perdre la face. En 1991, les habitants les plus âgés montraient encore leurs collections de cartes d'identité : écoliers dans les écoles autrichiennes, conscrits dans l'armée de la Grande Roumanie, puis kolkhoziens en Union soviétique et finalement retraités ukrainiens. Inutile de se déplacer pour vivre dans quatre pays différents au cours de sa vie, aimaient-ils plaisanter, nous n'avons jamais quitté notre pays et regardez jusqu'où nous sommes allés ! Nombre des survivants des manipulations ethniques de Staline partageaient cette conviction que les frontières se déplacent plus vite que les gens et leur seule certitude était de se trouver en Europe. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

137

Alors que la frontière future de l'Union européenne élargie encercle le petit comté de Hertza, ses habitants sont laissés à l'abandon et ils craignent que ce soit pour de bon cette fois. L'actuelle frontière européenne à l'Est et au Sud-Est croise de nombreux endroits comme le comté de Hertza. À certains endroits, la frontière en recoupe d'anciennes, à d'autres elle suit les plus récentes, qui font partie des 12 000 kilomètres de nouvelles frontières créées depuis 1989 seulement. Des guerres et des révolutions nationales achevées ou non ont tracé une frontière plus arbitraire que partout ailleurs en Europe.

Contrairement à l'Europe occidentale, où moins d'un tiers de la population considère ses frontières comme « fausses », les Européens de l'Est considèrent que quelque chose ne va pas avec les leurs et la majorité d'entre eux n'est pas satisfaite des frontières nationales existantes, considérant qu'il y a « des parties d'autres pays qui [leur] appartiennent ». Cela exprime peut-être une réaction nationaliste, mais aussi peut-être la simple conscience de ces accidents historiques. Il s'agit probablement d'un mélange des deux. Il est possible de vivre avec des minorités culturelles à l'intérieur de ses propres frontières. Mais accepter que des gens de son propre groupe ethnique forment une minorité substantielle ou même une majorité dans un État voisin (Kosovo, Moldavie), alors qu'une ethnie d'un pays voisin forme une large minorité à l'intérieur de son pays, revient à reconnaître que les frontières sont absolument, et non partiellement, conventionnelles, ce qui leur retire toute signification.

Comme Schengen fait partie de l'acquis communautaire et a donc été accepté sans discussion par les nouveaux venus, la solidarité ethnique et les relations de bon voisinage subissent des pressions considérables une fois que les frontières des nouveaux États membres deviennent les frontières de l'Europe. Les premières se sont élevées dangereusement et les secondes se voient menacées. Maintenant que la Slovénie a mis en place les mesures Schengen contre la Croatie, les deux anciens alliés sont désormais antagoniques ; les Roumains qui vivent à l'Est de la Prut se sont précipités pour obtenir des passeports roumains sur la base de certificats de naissance de l'entre-deux-guerres afin d'être libres de voyager en Europe ; les habitants des régions transcarpatiques redécouvrent leurs racines slovaques et hongroises afin d'obtenir le bon passeport ; et le premier ministre de Hongrie, Viktor Orbán, s'est aliéné tous ses voisins en distribuant des « cartes hongroises » aux membres des minorités hongroises de ces pays leur accordant l'accès libre en Hongrie une fois que ses frontières seront devenues celles de l'espace Schengen. Les Ukrainiens, les Russes, les Moldaves, les Macédoniens découvrent qu'ils ont besoin de visas pour visiter des pays voisins dont ils partagent souvent la langue et où ils avaient l'habitude de passer leurs vacances à l'époque du communisme. La frustration s'accroît : ce n'est pas la « maison commune de l'Europe » promise par Gorbatchev, et pour laquelle les gens se sont révoltés en 1989.

138

La nouvelle frontière n'entraîne pas que des tensions et du désordre. Malgré les accents agressifs d'Orbán, le problème des minorités hongroises d'Europe centrale représente un risque presque nul de conflit ethnique potentiel dans la mesure où le pays d'origine tout comme les pays qui accueillent des minorités hongroises sont des membres futurs de l'Union. Par ailleurs, les Turcs de Bulgarie, qui avaient immigré en Turquie il y a une décennie, sont en train de revenir en Bulgarie alors qu'il semble que ce pays puisse devenir membre avant la Turquie. Exemple que le concept selon lequel des frontières conflictuelles peuvent être rendues superflues par un processus d'unification par élargissement semble bien fonctionner.

## LE DÉFI CULTUREL

De nombreux Européens aiment penser que ce qui fait l'Europe c'est une *culture* commune : ce mythe semble inébranlable à l'Ouest comme à l'Est malgré le fait que toute la planète, y compris l'Europe, achète les mêmes produits culturels, aussi universels que douteux, du rap à Harry



Potter et aux lessives américaines, et non les sonates de M. de Sainte-Colombe ou les romans de Thomas Bernhard. Si la haute culture n'est pas un facteur unificateur pour l'Europe et si la culture populaire la rapproche du reste du monde, il existe certainement d'autres éléments qui sont spécifiques de la culture européenne. L'Europe est démocratique et laïque, orientée plus vers le consensus que la compétition, attachée à la solidarité sociale au moins autant qu'à la réussite. En d'autres termes, elle est plus « postmatérialiste » que les États-Unis : se préoccupant plus de l'environnement que de la croissance, et de profiter de la vie plutôt que de s'enrichir. Les frontières de l'Europe pourraient donc être définies sur la base de « valeurs ».

Mais lesquelles ? Celles que nous venons de mentionner sont tirées de l'Enquête mondiale sur les valeurs (World Values Survey, WVS)<sup>7</sup> et représentent les valeurs moyennes des citoyens européens. Elles sont en accord avec l'organisation fondamentale de la société européenne telle que nous la connaissons, se différenciant sur des points importants d'Israël comme du Maroc. Il existe cependant différentes opinions à propos des supposées valeurs européennes « traditionnelles », et la frontière européenne actuelle à l'Est suit dangereusement la ligne de fracture « civilisationnelle » décrite par Huntington. Il existe aussi des désaccords à propos de la façon dont les gens acquièrent leurs valeurs, qui influent directement sur la réponse à la question cruciale de savoir qui peut et qui ne peut pas être inclus en Europe. Comme l'explique Huntington :

139

Alors que les divisions idéologiques de l'Europe ont disparu, les divisions culturelles entre le christianisme occidental, le christianisme orthodoxe et l'islam sont réapparues. La ligne de division la plus importante en Europe... pourrait bien être la limite orientale du christianisme occidental en 1500. Cette ligne suit la frontière entre la Finlande et la Russie et entre les États baltes et la Russie, elle traverse la Biélorussie et l'Ukraine, séparant l'Ukraine occidentale plus catholique de l'Ukraine orientale orthodoxe, elle tourne à l'Ouest, séparant la Transylvanie du reste de la Roumanie, puis traverse la Yougoslavie suivant presque exactement la ligne qui sépare la Croatie et la Slovénie du reste de la Yougoslavie [...]. Les peuples au nord et à l'ouest de cette ligne sont protestants et catholiques ; ils partagent les expériences communes de l'histoire européenne [...]. Les peuples à l'est et au sud de cette ligne sont orthodoxes ou musulmans ; historiquement ils ont appartenu aux

---

7. Ronald Inglehart (avec Miguel Basanez et Alejandro Moreno), *Human Values and Beliefs: A Cross-Cultural Sourcebook*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998.

empires ottoman et tsariste et ont été superficiellement touchés par les événements du reste de l'Europe; ils sont en général moins développés économiquement; ils semblent beaucoup moins susceptibles d'évoluer vers des systèmes politiques démocratiques. *Le rideau de velours de la culture a remplacé le rideau de fer de l'idéologie comme ligne de fracture fondamentale en Europe*<sup>8</sup>.

140 La frontière que Huntington établit pour l'Europe exclut – sur une base culturelle et non de niveau de développement – les pays orthodoxes et musulmans de la civilisation européenne. Elle implique aussi que les peuples sont condamnés par leur propre histoire – un argument à propos d'un « héritage culturel » commun qui a souvent été démenti de l'Irlande à la Grèce, pour ne parler que de l'Europe. Mais s'il avait raison après tout ? Les études multinationales telles que WVS, de même que des études régionales en Europe de l'Est offrent suffisamment de données pour tester l'hypothèse de Huntington.

Ces données montrent, cependant, que les Européens de l'Est ne sont pas plus susceptibles d'être démocrates s'ils sont baptisés dans l'Église orthodoxe, à développement égal. Elles montrent aussi que la ligne de clivage passe au sein de chaque population et non entre elles. Certains groupes ethniques tombent d'un côté de la frontière civilisationnelle de Huntington, certains de l'autre, mais les enquêtes montrent qu'elle les divise tous. Chaque pays post-communiste a ses démocrates (plus jeunes) et ses non-démocrates (plus âgés), même si les pourcentages varient. Les anciens pays de l'Union soviétique ont plus de non-démocrates que les pays d'Europe centrale. Des analyses plus approfondies montrent que les citoyens les moins démocrates dans ces pays sont plus attachés au collectivisme; ils apprécient de façon rétrospective le communisme comme un bon régime et se méfient de l'Ouest. Ce sont les plus âgés et les plus dépendants de l'État, les retraités et les travailleurs du secteur public, en d'autres termes, les victimes de la socialisation communiste. Tout à fait à l'opposé de la thèse de Huntington, WVS montre que *l'idéologie est plus forte que la culture*, et l'influence du communisme, *en fonction de sa durée et de sa profondeur*, doit toujours être prise en considération dans les sociétés orthodoxes, musulmanes et confucianistes, de Minsk à Pékin.

Au-delà du monde post-communiste, on trouve des sociétés islamistes qui expriment des taux d'approbation de la démocratie similaires

---

8. Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, vol. 72, 3, 1993, p. 30-31.

aux pays occidentaux, mais sont plus favorables à accorder un rôle social important aux autorités religieuses. Le clivage culturel substantiel entre les sociétés musulmanes et occidentales apparaît à propos des questions de l'égalité de genre et de la libéralisation sexuelle, et non de la démocratie. « Dans ce cens, l'Ouest est bien plus égalitaire et libéral que toutes les autres sociétés, en particulier les nations islamiques<sup>9</sup>. » La Turquie est une exception, prise entre deux, mais plus proche de l'Europe. L'exception de la Turquie dans les sociétés musulmanes montre que ce sont les valeurs auxquelles les individus sont soumis par le processus de socialisation et non pas la religion de naissance qui font la différence.

Les valeurs peuvent changer en l'espace d'une génération et le processus d'apprentissage politique dans l'Europe post-communiste a été très poussé. Au début des années quatre-vingt-dix, la Roumanie et la Bulgarie, qui avaient connu des régimes communistes plus durs que les autres pays d'Europe centrale, partageaient avec l'ancienne Union soviétique un même attachement au système du parti unique. Une décennie d'évolution positive, même si elle a été sérieusement contenue, a réduit le pourcentage au-dessous de 15 % en Roumanie, tandis que, de l'autre côté de la frontière en Moldavie ex-soviétique, le pourcentage dépasse encore 50 %<sup>10</sup>. Les gens apprennent plus vite lorsque les stimulants sont là. Et aucune barrière ne devrait empêcher ceux qui ont appris les bonnes leçons d'intégrer l'Europe sur la base de leur héritage « civilisationnel ». Une Turquie prospère intégrée à l'Europe est la meilleure réponse à la thèse du choc des civilisations et un modèle positif pour le reste du monde musulman. Mais l'Europe doit assurer la promotion des valeurs européennes parmi ses voisins qui souhaitent la rejoindre, de l'égalité des genres à l'attitude envers les juifs et les minorités. Elle doit le faire aussi à l'intérieur de ses frontières, parmi les immigrants, mais aussi parmi ceux qui s'opposent aux immigrants.

141

## LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT

Le principal défi auquel l'Europe est confrontée n'est donc pas celui de la culture, à moins de reconnaître que ce défi vient également de l'intérieur de ses frontières, mais le développement, à la fois économique et

9. Cf. Pippa Norris et Ronald Inglehart, « Islam and the West: Testing the Clash of Civilizations Thesis », [www.pippanorris.com](http://www.pippanorris.com)

10. Chiffres tirés de l'étude *Public Opinion Barometers*, sponsorisée par la Open Society Foundation en Roumanie et en Moldavie.

politique. L'Europe est entourée par une grande variété d'États, d'anciens empires et des pays en formation, tels que le Kosovo, qui sont tous confrontés à des problèmes de construction étatique et à un sérieux sous-développement. D'un coté, de Kaliningrad à la république de Dniestr, on a l'héritage inachevé de la Guerre froide, lié au statut ambigu de la Russie, à la fois grande puissance et État faible. De l'autre, on a l'Europe du Sud-Est, qui a déjà entendu la promesse d'une intégration future à l'Europe.

142 Les populations de l'ancienne Union soviétique donnent peut-être les mauvaises réponses dans les enquêtes mais elles ne sont pas responsables de l'état pitoyable dans lequel elles se trouvent. Des élites prédatrices ont profité du manque d'intérêt de l'Ouest envers leurs pays au cours de la dernière décennie pour consolider des réseaux malfaisants de pouvoir et d'influence. Les citoyens ordinaires sont en grande partie captifs de ces élites politiques impitoyables qui empêchent leur socialisation dans un environnement plus favorable à la démocratie, comme cela s'est passé pour leurs voisins occidentaux. L'Europe pourra-t-elle resocialiser ces ravisseurs qui prospèrent à la tête d'États faibles ? L'expérience historique qui a consisté à transformer des prédateurs en bureaucrates, des barbares en soldats, des pirates en policiers peut-elle être répétée à la frontière orientale ? L'Europe n'a pas fait grand-chose pour résoudre ce problème dont dépendent l'extension de l'élargissement à l'Est, de même que la stabilité et la sécurité de la frontière orientale. Au cours de la dernière décennie elle a simplement laissé cette zone à l'OSCE. Mais l'OSCE, au sein de laquelle la Russie et ses successeurs règnent, n'est le lieu approprié pour lutter ni contre la corruption ni contre la sécession. Considérons la façon dont l'OSCE a traité des cas de conflits très importants, tels que la république séparatiste de Dniestr, la minuscule région sécessionniste à la frontière de la Moldavie et de l'Ukraine. Après avoir cherché désespérément à la désarmer et en faire se retirer la 14<sup>e</sup> armée russe, l'OSCE a simplement proposé que cette même armée devienne la principale unité de « maintien de la paix ». L'État voyou du Dniestr ne représente pas une question négligeable : en plus d'être armé jusqu'aux dents et de participer au trafic d'armes, il empêche la consolidation d'un État moldave, lui-même nécessaire pour la stabilisation de la frontière entre la Roumanie et la Moldavie. L'Europe a un très bon bilan dans les régions où elle s'est vraiment engagée, de la Macédoine à Kaliningrad. Le Dniestr est toujours en attente d'une prise de responsabilité européenne pour la frontière orientale de l'Union.

Aider à parachever le processus de construction étatique, de même que la transformation démocratique et économique de pays allant de la Bosnie à la Géorgie est encore plus compliqué que maintenir la paix, et les Européens ne semblent pas très pressés de s'engager dans ce qui pourrait bien être leur prochaine grande tâche historique. Développer ces pays pour les préparer à l'intégration ou leur faire miroiter l'intégration pour les amener à se développer reviendra peut-être au même. En tout cas cela prendra des décennies. Les conditions fondées sur l'acquis communautaire pouvaient fonctionner pour les pays où les transformations étaient pratiquement achevées. Mais l'acquis ne représente pas une stratégie de développement, et les fonds d'aide européens distribués mécaniquement risquent simplement d'alimenter la corruption après que les avoirs d'État auront été épuisés du fait des privatisations. Pour fonctionner, le grand élargissement a nécessité que des réformes économiques ambitieuses soient mises en place avant la fin du processus d'intégration, de même que des États consolidés. Beaucoup des pays à la frontière orientale ne remplissent pas ces conditions préliminaires. Même les plus avancés, comme la Roumanie et la Bulgarie, qui se sont engagés dans le processus d'intégration avant d'avoir parachevé ces transformations, luttent pour satisfaire les exigences formelles de l'acquis, alors que des élites prédatrices contrôlent toujours une grande partie de leurs économies. L'Europe ne peut pas se permettre d'intégrer des réseaux de prédateurs d'État, mais elle n'a pas non plus de stratégie pour traiter ce problème. La stratégie requise passe par la création d'une « nouvelle classe » de dirigeants et de bureaucrates acquis à l'Europe, la consolidation des États et le développement d'institutions de contrôle politique, garantissant l'influx des investissements nécessaires au succès des réformes économiques.

143

La situation actuelle des Balkans, malgré le grand succès des efforts de stabilisation de la région, reste encore largement instable. Aujourd'hui en Bosnie, en Macédoine, en Albanie, au Kosovo et dans des régions de Serbie, l'effondrement de l'emploi industriel a mené au retour de l'agriculture de subsistance pour ceux qui ont été chassés de l'économie formelle. On trouve aussi de tels îlots de sous-développement en Roumanie et en Bulgarie, mais les économies de ces deux pays ont réussi récemment à décoller. Cependant il n'y a pas eu de processus de rattrapage au sein de l'Europe de l'Est : l'écart de développement entre la Hongrie et la Roumanie d'un côté, et la Bulgarie et la Macédoine de l'autre n'a fait que s'accroître au cours de la dernière décennie. Réduire l'écart entre les pays récemment intégrés, les pays

candidats comme la Bulgarie et la Roumanie et les pays du Pacte d'adhésion et de stabilité des Balkans de l'Ouest est indispensable et cela n'exigerait pas un engagement majeur de ressources de la part de l'UE. Le réel défi est d'accroître l'impact de l'aide européenne aux Balkans, en introduisant de nouvelles stratégies d'assistance, et de faire de la cohésion l'objectif central de cette politique<sup>11</sup>.

144 Une telle approche empêcherait la région de prendre encore plus de retard par rapport aux objectifs fondamentaux de développement de l'intégration européenne et permettrait d'éviter que le processus d'adhésion lui-même ne crée de nouvelles lignes de division dans la région. La situation de ces pays à la frontière de l'Europe unifiée doit rester l'avantage énorme qu'elle a été au cours de la dernière décennie – et qui explique en grande partie la différence entre les processus de transformation en Amérique latine et en Europe de l'Est – et non devenir une source de frustration et de tension. Le pouvoir de l'Europe de stimuler la transformation par l'imitation est loin d'être épuisé.

#### LE DÉFI DE L'INTÉGRATION

Mais l'Europe, ou en tout cas certains de ses États membres, semble plus préoccupée qu'heureuse de ce pouvoir. Elle a lancé une sorte de croisade, mais cette fois les infidèles sont plus enthousiastes que les croisés. Un des arguments forts avancés contre un élargissement ultérieur est que des promesses faites trop tôt, comme dans le cas de la Turquie, risquent de hanter l'UE, du fait de pressions l'amenant à accepter un pays avant qu'il ne soit vraiment européenisé. La différence entre la Lituanie, désormais intégrée, et la Bulgarie, qui restera en dehors au moins jusqu'en 2007, n'était peut-être pas si grande au départ, mais elle risque de s'accroître dans les prochaines années. Les pays de l'ex-Yougoslavie, à qui on a promis l'intégration, puis la Moldavie et l'Ukraine à qui elle a été refusée, ont de bonnes raisons de considérer la Bulgarie comme étant bien plus avancée aujourd'hui. Alors que la Bulgarie n'a que des problèmes de développement, ils en sont encore à construire leurs États.

Le cas de la Turquie est souvent interprété comme un faux pas. Mais cela n'est pas nécessairement justifié. Il serait préférable de faire de la Turquie un exemple de la longueur que peut prendre le processus

---

11. La présidence grecque de l'Union européenne a commandité un rapport sur cette question auprès du centre de recherche *European Stability Initiative*. Cf. « The Road to Thessaloniki : Cohesion and the Western Balkans », [www.esiweb.org](http://www.esiweb.org)

d'adhésion si les conditions ne sont pas remplies (bien que les négociations avec la Turquie doivent commencer après 2004). Il faudrait avertir les pays candidats de l'Ouest des Balkans qu'ils devront attendre longtemps mais, en même temps, leur accorder le statut de pays candidats à l'adhésion, sans droit de négociation, comme pour la Turquie : cela permettrait de commencer les négociations avec les pays plus avancés. Faire attendre la Croatie jusqu'à ce que la Macédoine soit prête n'a pas grand sens, mais l'inviter sans prendre d'engagement à l'égard de ses voisins est tout aussi dangereux. La Direction générale pour l'élargissement, qui sera bientôt au chômage, devrait être en partie maintenue pour remplir cette tâche. Dans ce cas, comme l'a prédit Pierre Hassner, les frontières de l'Europe resteront nécessairement ambiguës et fluides<sup>12</sup>. Mais si ces pays, de la Turquie à la Serbie étaient rejetés, les dangers pour une frontière européenne mieux établie seraient beaucoup plus grands.

145

L'autre argument contre la poursuite de l'élargissement est que l'Europe risque de perdre en cohésion ce qu'elle gagnera en territoire et que la « digestion » des nouveaux venus sera longue et douloureuse, freinant une plus grande intégration du noyau dur européen<sup>13</sup>. Cet argument apparaissait crucial avant le débat sur la présidence de l'Union et la division au sein de l'Europe occidentale à propos de la politique américaine en Irak. Il a un peu perdu de son importance depuis. Les grands pays favorables à une plus grande intégration ont, de façon assez étrange, soutenu la proposition d'une présidence bicéphale. Pour que cette proposition ne soit pas simplement une folie institutionnelle<sup>14</sup>, une seule raison peut être avancée : que, tacitement, la France et l'Allemagne soient d'accord sur le fait qu'il faille arrêter pour l'instant toute intégration ultérieure de l'ensemble et trouver une forme qui permette de reprendre contrôle du processus. Il est clair que l'unité d'intérêts, qui est le véritable noyau de l'unité européenne, a été surestimée. La Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Espagne ne semblent pas avoir les mêmes intérêts que la France et l'Allemagne dans le domaine des affaires étrangères. La « nouvelle Europe », qui a aussi participé à l'élargissement de l'OTAN avec beaucoup d'enthousiasme, a, à l'évidence,

12. Pierre Hassner, « Fixed borders or moving borderland ? A new type of border for a new type of entity », in Jan Zielonka, *Europe Unbound*, Londres, Routledge, 2002, p. 38-51.

13. Cf. Jan Zielonka, *Explaining Euro-paralysis*, Londres, MacMillan, 1998.

14. Voir Yves Mény, « Les batailles de Bruxelles », *Le Monde*, 12 février 2002, pour une excellente critique de cette proposition.

des intérêts différents en matière de sécurité. Certains de ses représentants se sont également montrés de redoutables défenseurs de leurs propres intérêts dans l'allocation des fonds structurels. Ils pourraient bien bloquer tout élargissement ultérieur pour protéger ces mêmes intérêts. En outre, la concurrence *nationale* pour l'obtention des contrats pour la reconstruction de l'Irak rappelle douloureusement la façon dont les républiques maritimes italiennes se battaient sauvagement pour transporter et approvisionner les croisés.

Si l'Europe n'était qu'un marché commun, cela ne représenterait pas un grand danger. Mais comme son ambition va au-delà, il est peut-être temps de séparer le mythe de la réalité. Les visions qu'ont les petits et grands pays de l'avenir de l'Europe semblent très différentes. Bien sûr, elles peuvent être réconciliées : l'Europe est fondée sur le compromis.

146 Mais jusqu'où les membres du noyau dur peuvent-ils poursuivre une vision commune qui est de moins en moins la leur, dans un contexte qui a considérablement changé depuis l'époque où le projet a été lancé, sans perdre intérêt pour cette entreprise ? Une Europe élargie dans laquelle les pays se regroupent en fonction d'intérêts opposés, chacun affirmant que l'Europe c'est eux, comme cela s'est passé durant la crise irakienne, serait tout à fait catastrophique pour le projet européen. Finalement, il se pourrait bien qu'étendre l'Europe, avec toutes les complications que cela implique, soit en fait un projet plus réaliste que d'approfondir son intégration.

---

## R É S U M É

*Quelles devraient être les limites de l'Europe ? L'article propose un cadre analytique permettant de répondre à cette question. Après avoir présenté le paradoxe des frontières de l'Europe comme participant d'une « identité floue mais d'une forte instrumentalisation », il identifie trois types de défis : géographique, culturel et politique. Alors que les sondages d'opinion n'apportent aucune preuve d'un « choc des civilisations » qui partagerait l'Europe, des frontières de développement partagent néanmoins bien le continent en deux, et y répondre exigera des mesures plus créatives que les anciennes conditions de l'élargissement. L'article se prononce en faveur du*



*maintien d'une frontière européenne ambiguë et indéfinie, permettant une poursuite naturelle de l'élargissement alors que le pouvoir d'émulation de l'Europe est loin d'être épuisé. Dans la mesure où un échange entre un élargissement ultérieur et une concentration du pouvoir de décision entre les mains des pays membres formant le noyau de l'Europe semble inévitable, l'article affirme que le rôle historique le plus important que l'Europe puisse jouer dans le futur aux yeux du reste du monde est d'amener la prospérité et l'inclusion à ses voisins du Sud et de l'Est, qu'ils soient orthodoxes ou musulmans.*